



HAL
open science

Écofascisme : notion éclairante ou piège idéologique ?

Fabrice Flipo, Quentin Hardy

► **To cite this version:**

Fabrice Flipo, Quentin Hardy. Écofascisme : notion éclairante ou piège idéologique ?. Terrestres, 2023.
hal-04472810

HAL Id: hal-04472810

<https://hal.science/hal-04472810v1>

Submitted on 26 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Écofascisme : notion éclairante ou piège idéologique ?

Chapô :

Alors que plusieurs livres récents mettent en garde contre une tentation écofasciste à venir, le philosophe Fabrice Flipo estime que les fascismes d'aujourd'hui et de demain n'ont rien à voir avec l'écologie politique. Selon lui, la notion d'écofascisme repose principalement sur l'analyse de groupuscules sans envergure et dont l'écologisme n'est qu'apparent.

Entretien réalisé par Quentin Hardy.

Depuis quelques années, l'usage du terme éco-fasciste se répand dans les sphères médiatique et militante. Quelle est l'origine de cette notion ?

« Eco-fascisme » est un concept utilisé par André Gorz notamment dans les années 1970. Chez Gorz, le texte de référence est « Socialisme ou écofascisme », publié dans *Le sauvage* en 1973 et réédité dans *Ecologie et politique*, en 1978 (Seuil, 1978, pp. 87-101). Gorz prend à partie le rapport Meadows et le commissaire européen Mansholt, qui se prononcent pour une décroissance de la production et la consommation, en particulier dans les pays riches, au profit du recyclage et de l'efficacité écologique, et d'une croissance des pays pauvres.

Gorz estime que ces rapports sont dans l'impasse, car ils échouent à nous expliquer comment un tel programme serait applicable dans un monde capitaliste. A la suite d'Illich, il craint de voir les solutions remises dans les mains des industriels, qui devraient alors prendre le contrôle des sociétés. En creux, on note toutefois une idée assez courante dans le marxisme de l'époque, théorisée notamment par Poulantzas : en cas de crise économique grave, dite « de surproduction » (excès de production par rapport à la demande, elle-même affaiblie par l'insuffisance de salaires), le capitalisme prend les rênes de l'État et administre l'économie pour son propre compte.

Sans l'explicitier réellement, Gorz suggérait alors plus qu'il ne démontrait que la crise écologique, provoquant un désordre dans le système capitaliste, pourrait déboucher sur les mêmes solutions. L'analogie est régulièrement reprise. L'idée principale est que l'état de crise du capitalisme ouvre la porte à des régimes autoritaires. Gorz réutilise également l'expression « fascisme » dans « De l'électronucléaire à l'électrofascisme » (*Le sauvage*, 1975, in *Ecologie et politique*, 1978, pp. 114-128), pour pointer le caractère autoritaire du nucléaire, en raison du risque d'état d'exception que pose cette énergie, de manière intrinsèque. Les liens avec les régimes fascistes restent toutefois très distendus. Parler de « fascisme » au sujet du nucléaire est surtout polémique.

Simultanément, on trouve des ébauches de cette notion chez des figures importantes de l'écologisme français, comme Ivan Illich ou Bernard Charbonneau...

Ivan Illich emploie en effet le terme à la même époque, dans *La convivialité*. Il renvoie au premier des deux sens évoqués chez Gorz, mais à la différence de ce dernier, sans référence évidente au marxisme. L'écofascisme, c'est l'opposé extrême de la convivialité, au

fond, c'est une société dans laquelle l'être humain est gouverné par ses outils, plutôt que l'inverse.

Bernard Charbonneau mobilise le concept plus tard, dans *Le feu vert* (1980). C'est un livre assez critique sur l'écologisme. Il oppose deux directions possibles pour le mouvement, l'une qui articule écologie et liberté, et l'autre qui est axée uniquement sur la nature. Comme le souligne Patrick Chastenet dans son dernier livre ((Patrick Chastenet, *Les racines libertaires de l'écologie politique*, Paris, *L'Échappée*, 2023)), Charbonneau a toujours situé la référence à la nature à droite, ce qu'il juge réducteur, à juste titre. Il cite Rousseau comme contre-exemple, mais nous pourrions en réalité ajouter les Lumières dans leur totalité, dans la mesure où elles opposent toute la nature, comme lieu d'observation et d'expérimentation, à la surnature, comme lieu des dogmes indiscutables.

Dans son livre *La tentation écofasciste* (récemment paru aux éditions Écosociétés), Pierre Madelin construit son argumentation en grande partie sur ce schéma faux et réducteur de Charbonneau. S'il voit que l'argumentation de Luc Ferry est polémique, il n'en suit pas moins l'argumentation de l'historien Johann Chapoutot pour lequel la nature est au fondement de l'argumentation nazie. Pas la nature sauvage : la nature au sens d'une essence des choses, donnée depuis toujours.

Or non seulement la nature n'a pas toujours ni forcément ce sens-là, mais le conservatisme peut très bien prendre d'autres formes, ainsi l'ethnodifférentialisme de la Nouvelle Droite, qui, à la suite des positions réactionnaires classiques, voient l'essence des peuples dans la culture et l'héritage, et non pas dans la nature. La nature est polysémique, en réalité, elle « aime à se cacher », dirait Heidegger ; d'elle, nous ne saisissons que des traces, dirait Derrida.

Qu'est-ce qui explique son succès actuel ?

Son succès récent tient à mon sens à quatre facteurs. Deux sont structurants et deux sont moins glorieux. Le premier est la montée du Rassemblement national, qui inquiète, de manière légitime. Ce parti arrive à attirer les classes populaires sur la base d'un discours qui paraît « social » et comme de gauche. Il n'est plus seulement caractérisable dans l'espace public par des positions racistes ou xénophobes comme c'était le cas du Front National. C'est le fruit de la stratégie de « dédramatisation » menée depuis des années par Marine Le Pen, mais pas seulement, car le positionnement de l'extrême-droite a toujours été en partie « social », à l'image de Maurras soutenant les manifestations de la CGT. Hitler a aussi accédé au pouvoir avec un discours anticapitaliste promettant des emplois à une Allemagne à plus de 40 % de chômeurs. Et il a tenu promesse, d'une certaine manière, mettant l'État aux commandes, soumettant la finance et le capital privé, certes en créant des emplois dans l'armement puis dans l'armée... Certains écologistes tels Gorz craignent que la crise écologique soit récupérée de la même manière, à la faveur de la détresse.

C'est le second facteur : l'approfondissement de la crise écologique, les sécheresses à répétition, l'évidence quotidienne d'un habitat qui se dégrade, dans ses composantes les plus essentielles à la vie. Les crises ont fait le lit du nazisme aussi bien que du fascisme italien. Face au désordre, dont les plus vulnérables sont souvent les premières victimes, ces partis peuvent être pris pour la solution, comme le rappelle d'ailleurs Chantal Mouffe dans son dernier ouvrage¹. Les peuples en souffrent évidemment après, puisque les démagogues utilisent leur vote à d'autres fins que les discours qu'ils tiennent, mais sur le moment leur dignité est retrouvée. Ils font illusion.

Les deux autres facteurs sont moins glorieux. Le premier est une tendance à vouloir faire événement dans la production littéraire. A lire le contenu de certains livres sur l'écofascisme, on peut constater que le travail est inutilement alarmiste. Les auteurs se mettent en lumière à la faveur d'un mot qui éblouit plus qu'il n'éclaire. Le second est une certaine amnésie. Dans certains de ces livres, les bibliographies sont souvent très sommaires, voire largement centrées sur l'auteur lui-même (exemple de S. François). Ne parvenant pas à faire la preuve d'un « écofascisme » naissant mal défini, ils se rabattent alors sur un écofascisme à venir, et se posent en lanceurs d'alerte.

Vous estimez que « l'écologisme d'extrême droite » est un oxymore, un terme sans consistance idéologique qui traduit une méconnaissance de la spécificité de ce qu'est l'écologie politique. Pourquoi l'écologie politique serait-elle inassimilable par l'extrême-droite, alors même que les origines idéologiques de l'écologie sont très diverses et hétérogènes? N'est-ce pas une simple querelle de mots, l'extrême-droite baptisant « écologie » un corpus d'idées qui, du point de vue de la gauche, est étranger à ce qu'elle nomme écologie ?

Comme souvent, tout est affaire de définitions et de savoir de quoi on parle. Bien des ouvrages confondent écologie et écologisme, ainsi ceux d'Antoine Dubiau, Pierre Madelin ou Stéphane François. Or les enjeux de l'un sont très différents de ceux de l'autre.

L'écologie renvoie à la science écologique, à la science des interactions du vivant avec son milieu, et notamment au fait que les êtres humains habitent dans la biosphère. Les fascistes habitent aussi dans la biosphère, comme toutes les idéologies politiques, et de ce point de vue c'est une banalité de dire que l'extrême-droite aurait un rapport à l'écologie. Comment n'en aurait-elle pas ? C'est une idéologie terrestre, ou naturelle, et non extra-terrestre, ou surnaturelle. Attester d'un rapport à l'écologie, ce n'est pas encore définir lequel. Utiliser d'emblée le concept « d'écologisme » pour qualifier une idéologie d'extrême droite favorise la confusion, dans la mesure où il est déjà mobilisé pour désigner un objet précisément délimité.

En effet, depuis les années 1970, l'écologisme désigne des formes politiques bien identifiées, et relativement stables. C'est d'abord un mouvement social au militantisme cosmopolitique qui cherche à rééquilibrer le métabolisme social avec la nature entendue comme biosphère (Ollitrault), en mettant en avant la démocratie, la désobéissance civile et la non-violence. C'est ensuite des formations partidaires qui comportent deux branches, là encore de manière assez stable : une tendance centriste (à l'image de Corinne Lepage ou de Delphine Batho) et une tendance se situant à la gauche du PS. Sous cette forme, le courant hésite entre l'unification de ces deux tendances, à l'instar d'EELV, ou aller chacun de son côté en cherchant des alliances avec d'autres partis : les centristes avec les centristes, la gauche avec la gauche (à l'exemple du gouvernement Jospin). Les raisons de cette hésitation sont objectives puisque c'est quand les écologistes sont groupés qu'ils font les meilleurs scores électoraux.

Qu'appelle-t-on « écologie » ou « écologisme », alors, quand il s'agit de groupes de droite ou d'extrême-droite ? A l'évidence, quelque chose de différent de l'écologisme dont nous venons de mentionner les caractéristiques, qui sont bien documentées¹. Montrer qu'un François-Xavier Bellamy s'inquiète du changement climatique ne suffit évidemment pas à prouver qu'il est devenu « écologiste », d'ailleurs la question est rapidement sortie de son programme dès lors qu'il est entré en politique. Il faudrait se demander pourquoi. Etre non-violent ou cosmopolitique n'a pas grand-chose de commun avec l'extrême-droite. Parler «

d'écologisme d'extrême-droite » n'a donc aucun sens sinon confusionniste, puisque cela revient à dire que Marine le Pen est écologiste au sens prédéfini, mais d'extrême-droite ! C'est incohérent.

De fait le sujet n'intéresse pas la droite, ni la droite extrême². Et quand il l'intéresse, c'est d'une manière différente de l'écologisme dûment répertorié, que nous venons de rappeler. Le changement climatique peut représenter un risque d'afflux migratoire, par exemple. Il peut alimenter une critique du libéralisme, de la société de consommation ou du capitalisme, au profit non pas de l'émancipation mais d'une apologie du passé. En matière sociale également, l'attitude du RN n'est pas l'égalité ou l'émancipation, mais de concilier les intérêts du patronat et ceux des travailleurs, pour œuvrer à l'unité nationale, comme on le voit dans le cas des retraites. Je suis donc scandalisé quand le concept de « social » est manié indifféremment par les commentateurs pressés² qui croient avoir fait une découverte, alors qu'ils manquent de profondeur dans l'analyse.

Pourtant, d'un point de vue empirique, n'existe-t-il pas une extrême droite qui s'intéresse de plus en plus au « localisme », à la permaculture, à l'installation paysanne, qui souhaite recréer des solidarités locales (sur fond d'exclusion des étrangers et en ciblant explicitement les migrants) ? Certains de ces identitaires affichent de la sympathie pour la décroissance, jugent que l'économie marchande est porteuse d'aliénation et semblent partager avec l'écologie politique une part de leur critique de la technique et du progrès...

Vous pointez des mots qui recouvrent divers projets, et non un seul, de manière univoque. Il faut donc faire preuve de discernement. Du côté de la droite, l'objectif est de recréer de l'unité, ou s'appuyer sur les cultures locales. Certains courants préfèrent en effet mettre l'accent sur les identités régionales, dans la mesure où cette identité ne peut pas s'acquérir, à la différence de la nationalité française, que l'on peut obtenir par naturalisation. Qu'est-ce que ça a de « localiste » au sens des écologistes ? Rien ! Au mieux des ressemblances superficielles, pouvant se traduire par quelques alliances objectives ponctuelles autour du circuit court et du patrimoine, dont il faut marquer les différences de fond, en termes de lecture et de portée – identitaire pour les uns, cosmopolitique pour les autres.

Les écologistes se soucient de la planète, les militants d'extrême-droite se soucient d'identité. Tous deux peuvent se retrouver autour des variétés régionales de légumes ou des AOC, mais ça n'en fait pas des projets politiques identiques ! Encore moins des alliances. La différence ne porte donc pas seulement sur les migrants, même si c'est sans doute un élément visible. Le conservatisme a toujours été critique du progrès et de la marchandisation, il semble que cet aspect soit sorti des mémoires ou de l'analyse... Concédonsons également qu'un usage opportuniste peut être fait de la thématique écologiste. Les idéologies s'adaptent évidemment aux enjeux de leur temps. Mais s'adapter aux enjeux ne signifie pas changer de bord...

Le chercheur Stéphane François soutient qu'il existe une ambiguïté doctrinale fondamentale de l'écologie, du fait de sa proximité avec certains thèmes de la pensée conservatrice. Pourquoi ne partagez-vous pas son analyse ?

Parce qu'il commet les confusions que j'ai évoquées. On ne peut pas conclure à une « proximité » entre idéologies, en ne faisant que souligner des points qui paraissent communs : il faut aussi tenir compte des raisons qui font que les idéologies sont différentes et

s'opposent entre elles. A ne retenir que les points communs, on construit des convergences imaginaires et des ambiguïtés factices.

C'est l'insuffisance de l'analyse qui crée l'ambiguïté. Celle-ci peut aussi venir du fait de se concentrer sur des groupuscules ou des individus qui sont eux-mêmes ambigus. On a ainsi vu des militants passer de la gauche à la droite, ou de la droite à la gauche, personne n'est allé dire pour autant que la gauche devenait de droite ni vice-versa. Les idéologies politiques sont des entités macroscopiques, organisant des masses. Exhiber des cas individuels comme le fait François est méthodologiquement déficient et induit le lecteur en erreur. De plus, cet auteur ne contextualise pas assez. Il finit par donner autant de poids à un groupuscule exotique qu'à une grande formation politique ayant une représentativité nettement supérieure.

Renvoyer l'écologie du côté de la réaction ou du fascisme pour la disqualifier est un procédé rhétorique très ancien. Malgré les réfutations de travaux académiques sérieux, notamment sur le fascisme ou le nazisme³, les origines troubles de l'écologie continuent de faire couler de l'encre. Que répondez-vous à ce type de généalogie et d'interprétations ?

Je ne sais pas ce qui anime ces travaux, dans la mesure où ils refusent absolument de prendre en compte les arguments méthodologiques qui leur sont opposés. Est-ce une manière de faire événement ? Ou d'affaiblir l'écologisme en arguant de son ambiguïté ? Dans tous les cas, c'est jouer avec le feu, car c'est aller contre le travail de discernement, qui est au cœur de l'éthique intellectuelle, d'après moi. Mais vous pointez en effet une difficulté.

Certains ouvrages se veulent « d'intervention ». De quelques cas isolés, ils font un combat contre tout un courant politique, sur le mode du soupçon. C'est une posture d'avant-garde ou d'intellectuel surplombant, à gauche, ou, à droite, métapolitique. Il y a aussi d'autres confusions. Le concept de nature est complexe, or il est souvent mobilisé de manière confuse. Dans son célèbre pamphlet *Le nouvel ordre écologique* (1992), dont j'ai proposé une critique détaillée voici quelques années³, je montrais que L. Ferry confondait « nature » au sens de la biosphère et « nature » au sens d'ordre politique, et que lui-même naturalisait l'ordre moderne et technicien, qu'il considérait comme l'incarnation universelle de la liberté. Le latourisme n'a pas beaucoup aidé non plus, en congédiant le concept de nature au profit des humains et des non-humains, ces derniers pouvant d'ailleurs être des machines et des robots.

Pour clarifier rappelons brièvement que le concept de « nature » peut prendre trois sens principaux : la nature comme ce qui s'oppose au surnaturel, dont une partie s'appelle la biosphère, dont l'humanité fait partie, puisqu'elle n'est pas surnaturelle ; la nature qui se distingue de la culture ou de l'artifice, en tant qu'elle est le lieu d'une activité qui n'est pas attribuable à une responsabilité humaine ; et enfin la nature au sens de nature des êtres et des choses, base de la connaissance, qui permet de définir en quoi un cheval est un cheval et non un zèbre.

Quand on mélange ces définitions, tout devient confus. On peut croire par exemple que la référence à la nature est conservatrice, comme Charbonneau et Madelin à sa suite, au motif qu'elle renverrait à une définition unique et éternelle des institutions humaines. Mais ce sens particulier n'a aucune nécessité, on l'a vu. Chez les Lumières, le concept est pensé de manière exploratoire, sur le mode de la démocratie, des sciences et techniques... La nature de la société et de l'humain est l'objet d'une investigation, comme chez Dewey, et non d'une réponse définitive.

Au centre de bien des livres et des controverses, on retrouve la Nouvelle Droite et la figure d'Alain de Benoist. Pouvez-vous rappeler l'ambition de ce courant et expliquer les raisons de son intérêt apparent pour l'écologie ?

Tout le problème est de voir ces livres s'intéresser davantage au petit courant de De Benoist qu'aux fascismes, qui sont des phénomènes d'une tout autre ampleur ! De là, de multiples confusions.

Pour résumer, la Nouvelle Droite est un courant qui date des années 1970 et qui n'avait à l'époque aucun souci pour l'écologie. Ce courant a prôné assez vite avec succès un différentialisme culturel qui a remplacé le bon vieux racisme, fondé sur l'existence de « races », au sens biologique du terme⁴. L'antiracisme historique s'est donc trouvé sans objet. Il a dû se déplacer lui aussi sur le terrain culturel, d'où le postcolonial ou décolonial, et les questions de laïcité, dans la mesure où elles mettent en jeu un rapport à la culture (Noël, les sept jours de la semaine etc.) et pas seulement de religion. Ce déplacement a considérablement compliqué le combat car le racisme était grossier, facile à démonter, puisque les « races » n'existent pas. Les cultures et les « racisations » sont bien plus difficiles à combattre.

Elles entretiennent toujours un rapport à la race, mais de manière plus lâche. Chacun peut constater que la couleur de la peau des travailleurs varie en moyenne suivant le niveau de qualification du travail, par exemple, ce qui conduit les uns à parler de racisme systémique et les autres de Grand Remplacement, au motif de l'exploitation continuée, pour les premiers, et de l'allégation de contamination culturelle que cette couleur indiquerait, pour les seconds. De là par exemple qu'Eric Zemmour discute avec plaisir avec la journaliste Christine Kelly sur Cnews, apparemment sans aucun « racisme ». L'explication est que Kelly est jugée « blanche » (culturellement), bien que d'apparence « noire » (couleur de la peau). Le parallèle s'arrête là car si Zemmour a évidemment la culture chrétienne en tête, De Benoist défend très tôt une position antichrétienne, au motif que le Christ est d'origine nord-africaine et donc culturellement étranger à une Europe qu'il voit païenne, avec ses amis.

C'est là d'ailleurs l'une des confusions induites par ceux qui croient, comme Pierre Madelin, que « De Benoist est un écologiste sincère et convaincu » (p.24) : ils confondent l'idéalisation d'une vie celtique imaginée (épée et boucliers) avec une relocalisation cosmopolitique des modes de vie. Encore une fois, ce sont deux projets très différents. Le premier est groupusculaire, tourné vers un passé idéalisé dont le caractère écologique est présumé, et non démontré – rappelons en effet que le Moyen-âge a connu des périodes de famines à répétition, ainsi que d'intenses épisodes de déforestation, soit deux « ruptures de métabolisme » assez évidentes... Le second comporte différentes nuances de radicalité mais même dans ses versions les plus radicales (vert « foncé »), il est ancré dans une vision cosmopolitique et tournée vers l'avenir, ancrée dans la connaissance, le rationnel.

Le point qui peut induire en erreur est que pour les écologistes, plus de modernité n'est pas automatiquement synonyme de progrès,. Les manières de faire issues de sociétés peu ou non-modernes sont également jugées possiblement porteuses d'émancipation – sous réserve d'examen. A l'inverse les projets de la droite extrême ne cherchent dans la critique de la modernité que les armes pour mettre à bas l'émancipation. Cette attitude est assez

classiquement contre-révolutionnaire, du reste, nous ne devrions pas autant nous en étonner ni chercher à faire événement à leur sujet...

En 2017, Serge Latouche, une des principales figures de la décroissance en France, soutenait qu'« il y a une vieille tradition royaliste dans la pensée contre-révolutionnaire, un filon qui part d'Edmund Burke, Joseph de Maistre et qui va jusqu'à Patrick Buisson et d'autres. Ce sont des antilibéraux et des anti-utilitaristes de droite et ils se retrouvent sur de nombreux points avec la décroissance⁵ ». Que penser d'une telle déclaration ? N'a-t-elle pas pour effet de donner crédit à François Bousquet, rédacteur en chef de la revue *Éléments*, qui explique en 2022 que « la droite contre-révolutionnaire est la première grande critique du progrès » et qu'elle a donc « un droit de créance historique sur l'écologie⁶ » ?

François Bousquet se livre à la métapolitique théorisée par De Benoist, une stratégie qui consiste à faire croire au public que les idées de gauche sont en fait de droite. De proche en proche, l'ensemble de l'espace idéologique bascule ainsi à droite. Ceux qui avalisent ces convergences supposées, comme S. François, P. Madelin ou Dubiau font donc, sans le vouloir, le jeu de De Benoist.

Sur le fond Latouche a raison : l'antiprogressisme est aussi une marque de fabrique du conservatisme et plus encore de la réaction. Mais de quoi parle-t-on exactement, quand on parle du « progrès » ? Là encore conclure trop vite serait verser dans la confusion. Le conservatisme est une famille diverse, le cas du romantisme de De Benoist est assez isolé. Qui voudrait sérieusement « revenir » à l'époque celte ou aryenne, à droite ? Le politologue Yann Raison du Cleuziou pointe à juste titre le caractère contradictoire et utopique de ce courant⁷. Car le conservatisme peut aussi être utopique, comme l'a montré Mannheim⁸. C'est une erreur de croire qu'il défendrait forcément « l'ordre établi », comme on l'entend souvent. Il défend avant tout un ordre antidémocratique et opposé à l'émancipation.

Suivant René Rémond et les théoriciens classiques de la droite, ainsi que les travaux récents sur le sujet, le conservatisme se comprend de deux manières distinctes. La première est celle qu'a incarné François Fillon : conservatisme des valeurs (la famille, la religion), mais « progressisme » technologique et économique puisque c'est ce qui assure la puissance nationale. Ce conservatisme admet le libre-échange comme un moyen. L'autre branche est lepéniste. Elle est plus souverainiste, cherche à relocaliser des actifs jugés stratégiques, quand bien même cela risquerait de nuire au commerce. Elle est moins tolérante sur le plan des valeurs et moins démocrate. On peut regarder dans le détail le programme de Marine le Pen en 2022 : il est très cohérent de ce point de vue-là.

Aucune de ces deux familles n'a intérêt à sacrifier ses objectifs pour une écologie cosmopolitique, du moins tant que les adversaires et ennemis paraissent menaçants. Sauf peut-être à défendre une nature-patrimoine, notamment en matière animale ou paysagère ; mais ça n'a presque rien de commun avec la sobriété défendue par l'écologisme. Ce dernier se définit depuis ses origines comme une pensée du progrès, d'émancipation notamment de la technologie. De là l'ouverture des écologistes, en règle générale, aux revendications LGBTQI et démocratiques, à quelques exceptions confusionnistes près telles que Renaud Garcia qui sous prétexte de lutter contre la technologie donne l'impression de ne pas supporter le « woke », ce qui est un trait conservateur, sans ambiguïté. Par « confusionnisme », ici, je souhaite pointer le fait que ces analyses induisent le lecteur en erreur, en lui faisant prendre la droite pour la gauche.

Le point qui fait débat est le troisième courant de droite, de moindre ampleur, que Rémond plaçait à côté de la droite orléaniste et de la droite bonapartiste : la droite légitimiste ou royaliste, qui aurait disparu, selon lui. Or tel n'est pas le cas, comme le montrent les positions néopaiennes d'Alain de Benoist qui focalisent tant l'attention de nos auteurs. Mais il n'est pas le seul. Le royalisme est encore vivant, quoique, lui aussi, de nature groupusculaire. Et certains royalistes se réclament, en apparence, de l'écologisme !

On peut reprendre et critiquer à leur sujet la même démonstration que celle que Dubiau, Madelin et François font à partir de De Benoist. L'*Action royaliste* affirme en effet : « Est-ce un hasard si l'écologisme intégral conclue à la Monarchie royale, pouvoir le plus « naturel » qui soit au regard de la transmission de la magistrature suprême de l'Etat, le fils succédant au père, avec tous les liens filiaux et les différences qu'il y a du père au fils, comme dans toutes les familles humaines ? »⁴. Les royalistes, des écologistes ?

Constatons tout d'abord les confusions autour du concept de nature. L'auteur insinue une continuité entre la défense de la nature et la naturalité du royalisme... C'est évidemment fallacieux, les deux sens n'ont rien de commun, comme le relève d'ailleurs Madelin, sans réellement en tenir compte dans la suite de son analyse. Mais la lecture du programme⁵ est troublante : on retrouve la critique de la société de consommation, la défense d'une certaine paysannerie, la décentralisation, les énergies renouvelables et même une certaine défense du syndicalisme. Qui parcourt le programme devrait donc être frappé de stupeur par les rapprochements.

Je pourrais donc publier un livre sur le modèle de ceux de Dubiau, Madelin et François, et me poser en lanceur d'alerte : attention, la monarchie est de retour, sous des traits écologistes ! Évidemment ce serait faire preuve de peu de discernement. La critique contre-révolutionnaire du libéralisme et du capitalisme est ancienne, je le répète. Frédéric Le Play se désolait déjà devant le chaos libéral. La solution prônée, la monarchie, n'est évidemment pas soutenue par l'écologisme ! Le courant royaliste devrait pourtant attirer nos trois auteurs, puisqu'il présente les mêmes caractéristiques générales que celles qu'ils voient chez Alain de Benoist : écolo, réac – et groupusculaire. Pourquoi ne s'y intéressent-ils pas ? C'est étrange, non ? Je dirais : incohérent. Cela révèle que leur analyse est moins systématique et fouillée que parcellaire et inachevée.

Car en fait « d'écologisme », ce courant royaliste surfe en quelque sorte sur les idées du moment qui peuvent le rendre sympathique, tout comme Alain de Benoist. Mais la dimension planétaire et cosmopolitique est absente du document, de même, évidemment, que l'aspiration à l'émancipation. On retrouve par contre la présence de la religion, avec notamment la référence à *Laudato Si*, l'encyclique du pape François. Ceux qui ne voient que les proximités entre induisent en erreur. Ils méconnaissent l'ancienneté des positions royalistes, qui existaient bien avant que l'on parle d'écologisme. Quant aux royalistes, ils cherchent à faire passer les sociétés de l'Ancien Régime pour « écologiques », alors que rien ne le démontre clairement.

Ces courants sont aujourd'hui groupusculaires. Le resteront-ils ? Tout l'indique, au vu de l'intérêt rencontré par ces idées dans nos sociétés, mais aussi de leur manière de poser les thématiques classiques de la droite extrême. Ces courants se projettent en effet à une époque où les nations et les États n'existaient pas. Or ce qui caractérisa les fascismes du XXe siècle, c'est le recours à l'État. L'État n'est pas seulement un instrument de l'action publique. C'est une identité. Les projections néopaiennes ou royalistes sont pour le moins fantaisistes. Qui veut (re)devenir « païen » ? Qui veut retrouver les identités régionales, telles qu'elles étaient voici 300 ans ? Quelques passionnés qui se rendent régulièrement au Puy-du-Fou...

Certes, mais les auteurs défendant l'usage du terme éco-fascisme soulignent que le danger pourrait précisément venir d'un fascisme inédit, réélaboré à la lumière de la catastrophe écologique et ayant pour arme la puissance étatique. Rien ne garantit que ce « nationalisme vert », ainsi désigné par certains « écofascistes », reste groupusculaire. Pourquoi ne pas donner crédit, à titre d'hypothèse politique et afin de contrecarrer ce scénario, à la possibilité qu'un gouvernement acculé par d'innombrables problèmes environnementaux y cède ?

Ai-je dit que je ne donnais aucun crédit à un tel courant ? Certainement pas. Je dis juste qu'un tel écofascisme n'a rien de commun ni avec Alain de Benoist, ni avec les royalistes. Et qu'il n'a rien « d'écologiste ». Alors quel est l'intérêt des dizaines et dizaines de pages consacrées à l'ex Nouvelle Droite ? Quel est l'intérêt de parler « d'écofascisme », pour un courant qui ne serait pas écologiste ? Et pourquoi essayer de nous faire croire qu'il y aurait des alliances possibles avec les écologistes ? Vous voyez vous-même que tout ça n'a aucun sens.

La Nouvelle Droite se démarque par sa capacité à amalgamer une grande variété de penseurs, *a priori* pourtant incompatibles avec sa matrice conservatrice et anti-moderne. Pouvez-vous donner quelques exemples et revenir notamment sur l'instrumentalisation qui est faite de certains textes de Lévi-Strauss ?

Oui c'est un trait de la métapolitique que Serge Latouche et Alain Caillé ont appris à leurs dépens, dans les années 1990. Autant dire que ce n'est pas nouveau. Elle consiste à brouiller les repères idéologiques des adversaires. Si les gens de gauche pensent que Latouche est de droite, alors la gauche sera privée des ressources de Latouche. Donc De Benoist publie Latouche et dit tout le bien qu'il pense de ses idées. Un exemple parmi de nombreux autres : la Nouvelle Droite se dit influencée par l'ethnodifférentialisme de Lévi-Strauss, et les commentateurs un peu superficiels tels Antoine Dubiau reprennent cette affirmation sans la vérifier. On trouvera pourtant dans la revue *L'Homme* une explication un peu moins simpliste des thèses du célèbre anthropologue⁶. J'ai moi-même été destinataire d'un exemplaire dédié de De Benoist, vers 2007, quand cet auteur a publié son livre sur la décroissance. Le contenu pouvait en effet paraître séduisant. Mais en lisant de près, 99 % de ce livre consistait en une critique de la modernité, et il fallait attendre la conclusion pour comprendre de quel côté l'auteur voyait l'alternative. Et là on comprenait très vite qu'on ne penchait pas du tout du même côté... Mais les lecteurs pressés comme François et Dubiau ne voient que les ressemblances d'allure générale. Ils tombent dans un piège qui leur est tendu.

Le cas de Madelin est un peu différent. Il définit correctement l'enjeu, selon moi, de ce que serait un écofascisme. Gorz ne l'a pas réellement théorisé. Il s'agirait d'un régime qui se projette à l'échelle étatique, nationale, et pourrait, à l'instar des fascismes, instaurer la guerre pour défendre sa sécurité et ses ressources. Le rapport à la nature ne serait ni cosmopolitique ni émancipateur. Il n'y aurait pas de « respect de la nature » ni de sa « valeur intrinsèque ». L'écofascisme rappelle plutôt les duellistes de Goya que Michel Serres plaça sur la couverture de son *Contrat naturel* : deux personnes s'affrontant tout en

s'enfonçant dans les sables mouvants... Un des deux doit mourir, l'enjeu est d'être le dernier, bref de l'emporter sur l'autre « quoiqu'il en coûte ». L'enjeu est la survie de l'unité politique ; Carl Schmitt en est le meilleur théoricien. L'écofascisme entrevu par Gorz aussi bien qu'Illich ne sont donc pas à la hauteur. Antoine Dubiau a raison de l'écarter au motif qu'il ne s'agirait que d'une forme « bureaucratique » d'écologie (p. 14). Mais il a tort de s'en remettre pour l'essentiel à la pensée de De Benoist. Ce fascisme est infiniment mieux préfiguré par les formes incarnées par Trump, Bolsonaro ou Poutine, que par De Benoist.

Madelin définit correctement l'enjeu. Il pointe correctement l'antagonisme entre la nécessité fasciste de croissance et de force, et l'impératif écologiste de décroissance (p. 226). Il en conclut logiquement qu'une telle convergence est improbable (p. 234)... Mais alors pourquoi diable le propos de son livre est-il de se demander comment combattre l'alliance du vert et du brun (p. 237) ? Il vient de dire qu'elle était improbable, à juste titre ! Que faut-il comprendre ? Il veut voir la communication du RN virer au vert (p. 145), alors que l'on cherchera en vain le sujet dans le dernier programme de Marine Le Pen. Le propos de Madelin manque donc cruellement de cohérence, sur des points-clé de son analyse. Et cela, parce qu'il cherche d'abord à intervenir.

Madelin a également raison de se demander si, dans le fond, avec le colonialisme, la modernité n'a pas toujours été écofasciste (p. 233). C'est juste mais excessif : il y a une différence tout de même entre l'armée allemande qui entre en France pour se saisir des ressources, au nom d'une idéologie aryenne de l'espace vital, et les règles du commerce inégal qui retiennent la valeur ajoutée dans les pays déjà riches. Sans cela, capitalisme et fascisme seraient synonymes. Ce que sa remarque indique est plutôt que le préfixe « éco » n'ajoute rien de décisif à l'analyse, dans le fond. Et l'on peut parier qu'aucun de ces nouveaux régimes ne l'adopterait pour le revendiquer. Les noms à venir de tels régimes glorifieront la grandeur nationale. L'écofascisme est donc plutôt une construction analytique écologiste, voulant signifier par là le risque très vague d'une gestion autoritaire du désastre ; c'est même déjà le cas, aux yeux de certaines analyses dérivées par exemple de René ((René Riesel, Jaime Semprun, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, Paris, Encyclopédie Des Nuisance, 2008.)). Mais alors c'est le concept de « fascisme » qui se trouve utilisé à mauvais escient et dévalorisé. Jamais, et en aucun cas, un régime autoritaire ne s'est seulement contenté de gérer des ressources. Si Hitler cherche à mettre la main sur les ressources de la France, et celles du Caucase (pétrole), c'est pour nourrir son projet. De même Bolsonaro ou Poutine...

Ce qui plane sur ces analyses, dans le fond, ce sont les erreurs de Charbonneau. On peut avoir joué un rôle dans la formation de la pensée écologiste et ne pas avoir suffisamment creusé certains sujets. Non, la nature n'est pas nécessairement à droite. Oui, il est nécessaire de distinguer les différents sens du concept de nature entre eux. Non, la distinction entre humains et non-humains ne permet pas d'éviter le problème de polysémie véhiculé par le concept de nature. Oui, cette distinction induit en plus une confusion entre les non-humains de nature et ceux qui sont de culture (les robots, les machines). Non les groupuscules ne sont porteurs d'aucun avenir politique. Oui, pendant ce temps-là, les régimes protofascistes tels que celui de Poutine sont « écofascistes » comme M. Jourdain faisait de la prose. Donc non ce concept est assez peu utile pour le débat, j'en veux pour preuve que le temps passé à clarifier les confusions qu'il produit est nettement supérieur au gain qu'il apporte en termes de discernement.

1Ollitrault, Sylvie, *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008 ; Flipo, Fabrice, *Nature et politique - anthropologie de la globalisation et de la modernité*, Paris, Amsterdam, 2014 ; Villalba, Bruno, *L'écologie politique en France*, Paris, La Découverte, 2022 (Repères).

2Persico, Simon, « “Déclarer qu'on va protéger la planète, ça ne coûte rien”. Les droites françaises et l'écologie (1971-2015) », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, vol. 44, no. 2, 2016, pp. 157-186.

3 Carle, Zoé. « Contre-révolutions écologiques. Quand les droites dures investissent la défense de la nature », *Revue du Crieur*, vol. 8, no. 3, 2017, p. 58.

4Alain de Benoist, *Vu de droite. Anthologie critique des idées contemporaines*, Copernic, 1977 ; *Les Idées à l'endroit*, Libres-Hallier, 1978 ; *Manifeste pour une renaissance européenne : à la découverte du GRECE : son histoire, ses idées, son organisation* (avec Charles Champetier), GRECE, 2000 ; *Contre le libéralisme : la société n'est pas un marché*, Monaco, Le Rocher, 2019

5 Gaspard Dhellemmes, “Ces jeunes identitaires qui virent au vert”, *Le Monde*, 24/12/2022.

6 Chapoutot, Johann. « Les nazis et la « nature ». Protection ou prédation ? », Marie-Bénédicte Vincent éd., *Le nazisme, régime criminel*. Perrin, 2015, pp. 211-230.

7Raison du Cleuziou, Yann, « Un renversement de l'horizon du politique. Le nouveau conservateur en France. », *Esprit*, no. 10, 2017, pp. 130-142.

8Mannheim, Karl, *Idéologie et utopie*, Paris, Editions de la MSH, 2006 ; Mannheim, Karl, *La pensée conservatrice*, Editions de la revue Conférence, 2009.

1Chantal Mouffe, *La révolution démocratique et sociale*, Albin Michel, 2022.

2<https://theconversation.com/le-programme-social-de-marine-le-pen-decrypter-le-vrai-du-faux-181307>

3*Nature et politique*, Amsterdam, 2014.

4<https://www.actionroyaliste.fr/notre-ecologisme-integral/>

5<https://www.actionroyaliste.fr/projet-de-societe/>

6Wiktor Stoczkowski, « Racisme, antiracisme et cosmologie lévi-straussienne », *L'Homme*, 182 | 2007, 7-51.